Réponse à Laurent Wauquiez et à Françoise Guégot (responsable ESR de l'UMP)

Par Henri Audier

Dans une Tribune dans Libération (21/02/12), Françoise Guégot, Députée de Seine-Maritime, secrétaire nationale (UMP) en charge de l'enseignement supérieur, reprend l'ensemble de l'argumentaire de Laurent Wauquiez sur le financement de l'ESR. Leur problème est toujours de préserver l'image de ces milliards qui tombent en pluie sur l'ESR et de présenter ce secteur comme un grand succès du Sarkozisme alors que plus grand échec pour l'avenir.

Nous avons commenté paragraphe par paragraphe cette tribune. Pas une seule phrase n'est exacte :

Tribune Libération 21.02.2012

Université : un succès

Par FRANÇOISE GUÉGOT Députée de Seine-Maritime, secrétaire nationale (UMP) en charge de l'enseignement supérieur

Nul ne peut nier le succès de la réforme de l'autonomie des universités.

« Nul ne peut nier … ». Nul, sauf tous les syndicats représentatifs, les partis de gauche (même si, au PS, quelques ex-Présidents d'université ont la nostalgie : voir la revue Esprit), les associations les plus diverses. Même le très officiel Comité de suivi de la LRU, entièrement nommé, qui est mi-figue, mi-raisin. En 2009, la LRU et ses conséquences furent causes des plus grandes manifestations que l'université ait jamais connues.

Dans Libération (du 14 février), la sénatrice Dominique Gillot dénonce les «mensonges» de Nicolas Sarkozy sur l'enseignement supérieur. En réalité, un effort massif et sans précédent a été réalisé depuis 2007 en faveur de notre système d'enseignement supérieur. Il suffit de rétablir la vérité des chiffres pour s'en convaincre.

Là est le problème. En calculant le budget de l'ESR (« la MIRES ») en éliminant les artifices de présentation (transfert sur les opérateurs du paiement des retraites, changement de périmètres comme l'intégration de l'ANR à la MIRES en 2008), on mesure que la MIRES augmente un peu plus que l'inflation et un peu moins que le PIB. Pour le budget de la recherche publique civile (dont l'université est une part importante), l'OCDE nous classe vingt-sixième sur 32 pays classés. Pour la part de la recherche dans le PIB, comme pour celle de la recherche universitaire versus le PIB, l'OCDE indique que la France est pratiquement le seul pays a ne pas avoir progressé depuis 2002.

Les universités autonomes ont eu les moyens de cette autonomie : le budget des universités a augmenté de 25% en moyenne, jusqu'à plus de 50% pour certaines d'entre elles. L'Etat a augmenté deux fois plus les moyens en cinq ans que sur les dix précédentes années !

Wauquiez est (un peu) plus malin et (un peu) moins menteur que Pécresse, ce qui laisse une marge confortable ... Il n'était plus tenable de dire que, depuis 2007, la MIRES avait augmenté de 25 %, litanie de Pécresse, après que Terra Nova ait démonté (comme l'auteur l'a fait depuis 4 ans) les manipulations de Pécresse.

Wauquiez a choisi de parler du tout petit budget dit « de fonctionnement » (hors salaires, hors bâtiments, etc.) de 3 Mds€ à comparer aux 25 Mds€ de la MIRES. La députée Françoise Guégot est plus pécressienne et parle du « budget des universités autonomes », mais c'est le même concept.

L'auteur n'a jamais nié que ce petit budget montait, mais en expliquant que cette augmentation était prélevée sur la masse salariale (ne serait ce que parce que les salaires ne suivaient pas l 'inflation). Preuve en est que, au fur et à mesure que les universités passaient aux responsabilités élargies, le ministère ne disposait plus de la masse salariale pour alimenter la croissance de ce petit budget de fonctionnement. C'est ce que confirme un article des Echos (17/01/12, p. 4) : la croissance du budget de fonctionnement était de 146 millions en 2009, 131 en 2010, 78 en 20011 et 25 en 2012 (€ courants). Il a peut-être monté de 25 % depuis 2007, mais au détriment d'autres ligne de la MIRES qui, elle, a eu une croissance indéreure à celle du PIB.

En ce qui concerne la masse salariale, on a transféré aux universités plus de moyens que ce que l'Etat payait préalablement. Cette hausse des moyens a été différenciée afin d'assurer un rattrapage des universités historiquement les moins bien dotées. Tous les territoires ont pu être valorisés.

Le président de la CPU, tous les présidents d'université, sans parler la grande majorité du CNESER, dénoncent tous le fait que la masse financière transférée ne permet pas de faire face aux évolutions salariales.

Les universités se sont saisies de ces nouveaux moyens pour améliorer les conditions d'études, développer des formations et des politiques de recherche au meilleur niveau international. Elles ont pu définir des politiques de primes pour récompenser l'engagement de leurs personnels, ou recruter des prix Nobel et des chercheurs de rang mondial. Par ailleurs, 22 milliards d'euros sont investis dans ce secteur dans le cadre d'investissements d'avenir,

Plaisanterie ! Les EX (Labex, Idex, etc.) ne touchant que les intérêts (3,41 %/an) d'un capital de l'ordre de 16 milliards, cela représente 500 millions par an (dont l'ESR n'a encore rien vu), alors que chaque année l'ESR perdra plus d'un milliard dû à la baisse et les suppressions de crédits entre début 2010 et 2012.

et, grâce à l'opération Campus, 5 milliards d'euros sont consacrés à la modernisation de nos universités. A l'opposé d'une contre-vérité répandue au PS, le rapport de la mission d'évaluation et de contrôle [MEC]de l'Assemblée nationale confirme que l'opération Campus est bien partie avec plus de 2 milliards d'euros engagés début 2012.

Depuis 2008, chaque annéee Valérie Pécresse a annoncé de l'ordre de 500 millions de plus en Autorisation d'ENGAGEMENT, ce qui n'engage à rien. Pas plus que les 2 milliards « engagés début 2012. » Ce que dit la MEC, c' est que 56 millions ont réellement été dépensés depuis 2008.

Le désir d'autonomie des universités ne s'est jamais démenti. Toutes, sauf trois, seront autonomes en 2012.

Bien sûr, elles y étaient *de facto* obligées.

Sur 150 établissements, seuls trois sont concernés par une procédure d'adoption du budget par les recteurs.

Même Le Figaro a annoncé que près d'une dizaine d'universités était dans le rouge. Pour les autres, elles ont dû geler 1000 postes pour s'en tirer. Merci pour les jeunes !

C'est l'arbre qui cache la forêt d'une réussite incontestable, la preuve que le choix de faire confiance à nos universités était le bon - contrairement à celui du Parti socialiste, opposé à l'autonomie. Par ailleurs, les étudiants ont bénéficié d'une amélioration des conditions d'études.

Sans discuter du contenu, on ne peut dire un jour que le PS est contre l'autonomie et le lendemain qu'il s'y est rallié. Il y a quelque chose de rance dans cette utilisation de la communication.

A la rentrée 2011, Laurent Wauquiez, a concrétisé l'engagement présidentiel du dixième mois de bourse. Depuis 2007, les bourses ont progressé en moyenne de 16%, et de 27% pour les plus défavorisés. En matière de construction de logements, 2011 a été la meilleure année depuis 2004. Le nombre de chambres a triplé entre 2006 et 2011. Enfin, une politique volontariste a été engagée pour renforcer l'attractivité internationale de nos universités. Avec l'autonomie, elles sont libres de définir leurs stratégies internationales. Ces réformes ont favorisé le regroupement en une vingtaine de pôles à visibilité mondiale. Cet investissement est la preuve qu'il n'y a pas de rigueur aveugle et que le gouvernement a fait le choix de la jeunesse en investissant dans un secteur stratégique pour l'avenir de notre pays.
`

Le 10ème mois de bourse était une promesse électorale de 2007, ce qui ne coûte pas trop cher à M. Wauquiez puisque ce 10ème mois sera payé en juin 2012, après les élections présidentielles, et que les conditions d'accès à celles-ci refoulent davantage encore les classes moyennes dont Ile pouvoir se réclame tant par ailleurs. Depuis 2006, la proportion d'étudiants issus des classes populaires et des classes moyennes dans l'enseignement supérieur a diminué de 9 points. Et la moitié des étudiants travaillent au cours de l'année universitaire pour payer leur formation, dont 68 % pour des activités n'étant pas liées à leur formation elle-même. Nous assistons à un véritable recul de la démocratisation.